

Parlant au nom de gens que je connais dans l'industrie textile, je peux dire qu'ils ne s'opposeraient pas à une certaine planification de leur industrie. Leur avenir est en jeu et ils n'ont rien contre la planification. Ils aimeraient pouvoir travailler dans un cadre en sachant que leur avenir est assuré. Il n'est pas question d'imposer brutalement ceci ou cela mais plutôt de permettre à cette industrie de discuter avec le gouvernement de politiques fiscales ou de stimulants dans une optique rationnelle. Je me doute de ce que me dirait notre charmant ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin). Il me dirait qu'il m'est facile de parler et que je n'ai jamais essayé de réunir ces gens autour d'une table. J'en conviens.

Dans notre société canadienne, rassembler des gens soulève certains problèmes très réels, mais je doute que les méthodes du parti du ministre incitent vraiment à faire ce genre de proposition aux industriels et qu'on ait vraiment fait l'effort de rassembler ces gens, les syndicalistes représentant les travailleurs de cette industrie, en vue d'élaborer un cadre et, si nécessaire, un programme de stimulation et peut-être même de pénalisation ou une combinaison des deux afin de rationaliser cette industrie. Ainsi, alors que nous tous à la Chambre n'avons vraiment pas le choix et ne pouvons qu'appuyer cette sorte d'expérience ou de tentative pour régler les problèmes de l'industrie, nous ignorons comment juger ce qu'on accomplit et nous ne serons vraiment en mesure de le faire que lorsqu'un certain temps se sera écoulé et aura révélé les grandes lignes de la politique gouvernementale.

Je prends aujourd'hui la parole à la suite du discours qu'a prononcé hier le député de Dauphin (M. Ritchie), que je tiens personnellement en très haute estime. J'ai été plutôt surpris d'une certaine nuance d'aigreur dans sa voix, alors qu'il parlait de politiques protectionnistes destinées à favoriser l'Est. Il considérait ce bill comme une mesure protectionniste qui tendrait à subventionner l'industrie textile. A mon avis, personne ne pourrait vraiment en arriver à cette conclusion à la lecture du bill. Cependant, le député exprimait un grief profondément enraciné et qui date de loin, dans l'Ouest, contre le centre du Canada. Il est très difficile de dire—et le député de Dauphin pourrait y songer—si, en réalité, c'est toujours l'Ouest qui subventionne l'Est ou si ce sont toujours les Maritimes qui font les frais de la prospérité du centre du Canada. Or, en ce moment, aucune région du pays n'est prospère, étant donné les politiques adoptées par le gouvernement.

• (4.10 p.m.)

La subvention atteint des proportions considérables. Les Ontariens parmi nous n'ont certainement jamais été et, j'espère, ne seront jamais insensibles aux problèmes des agriculteurs des Prairies. Nous n'avons jamais entravé les programmes agricoles qui devaient les aider en périodes difficiles. Je pense qu'aucun d'entre nous, en Ontario, n'a fait obstacle aux versements de péréquation aux Maritimes. Nous avons très énergiquement appuyé ces versements. En réalité, il ne semble pas y avoir de formule véritable ou acceptable permettant que la prospérité d'une région soit partagée par une autre. Depuis la fondation de notre pays, le conflit a été permanent entre les producteurs primaires, les provinces qui dépendent de la production primaire et les secteurs manufacturiers. Les discours prononcés aujourd'hui prouvent que nous sommes loin de la solution du problème.

[M. Saltsman.]

Puisqu'il faut résoudre le problème, nous devons adopter une politique économique susceptible d'être acceptée sur une grande échelle et permettant à chaque région du Canada de bénéficier, à part égale, des avantages extraordinaires dont jouirait une autre région. Le temps n'est plus où une province pouvait se permettre de dire « nous avons du pétrole et l'argent qu'il nous procure doit rester chez nous » ou « nous avons des usines et le produit de leur travail doit rester ici. » Nous devons mettre au point un programme de partage des richesses qui puisse être accepté dans tout le pays. Tant que nous ne nous y résoudrons pas, nous continuerons d'entendre les mêmes récriminations, qu'il s'agisse de la politique du textile, des tarifs douaniers ou de nos ressources naturelles. Si nous voulons développer notre politique industrielle de façon rationnelle, raisonnable et intelligente, il est indispensable d'envisager une forme de partage.

Il y a quelques jours, le ministre des Communications (M. Kierans) a fait, au cours d'une interview, quelques observations caustiques sur les répercussions éventuelles de la construction d'un pipe-line le long du Mackenzie sur l'industrie manufacturière du Canada central, sur notre balance des paiements et sur la parité du dollar canadien. Les habitants de l'Alberta et de la Saskatchewan peuvent penser différemment. Pour eux, le pipe-line est sans doute un stimulant économique extraordinaire. Ils pourront transporter plus de pétrole. Dans ces provinces, les nombres d'offres d'emploi vont croître. Mais, même s'ils partagent l'opinion du ministre, ils pourraient lui répondre « Et alors? L'Ontario s'est bien engraisée sur ses richesses pendant des années. Notre tour est venu. » Ces conflits d'intérêts sont bien naturels et nous ne pourrions les résoudre ni grâce à cette mesure ni grâce à ce débat.

Si j'ai soulevé la question, c'est que ce genre de projet de loi est trop souvent discuté hors du contexte de la politique nationale, de la société à laquelle nous aspirons et sans aucune considération pour le partage des richesses entre les Canadiens et entre les provinces. Tant que le gouvernement ne fera pas de déclaration de politique nationale au sujet de notre planification économique, on continuera à discerner assez mal l'importance et la signification des mesures telle que celle que nous examinons aujourd'hui.

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir de dire quelques mots sur le bill présentement à l'étude.

Nous avons formé une Commission pour étudier le problème de l'industrie textile au Canada. Je reconnais que ce problème est très grave et assez compliqué. Je voudrais dire toute mon admiration à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin), qui a travaillé d'une façon inlassable pour essayer de trouver des solutions.

Pour solutionner le problème, il a proposé l'établissement d'une Commission qui est censée étudier les problèmes de la production, de la distribution et surtout des exportations et des importations pour savoir s'il n'y a pas quelque chose qui ne fonctionne pas.

Si quelque chose ne va pas quant aux importations, spécialement quant au dumping, la Commission devra empêcher ces abus. Toutefois, on a fait toutes sortes de suggestions, on a donné toutes sortes de statistiques